

Unité départementale de la Vendée
Cité administrative TRAVOT
10 rue du 93ème RI - Bât A2
85000 La Roche sur Yon
ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

La Roche sur Yon, le 21 décembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/11/2023

Contexte et constats

Publié sur 

TRIVALIS

L'Etrolle
85320 Les Pineaux

Références : D 23.0542

Code AIOT : 0006305148

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/11/2023 dans l'établissement TRIVALIS implanté L'Etrolle 85320 Les Pineaux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRIVALIS
- L'Etrolle 85320 Les Pineaux
- Code AIOT : 0006305148
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Trivalis exploite une installation de stockage de déchets non dangereux autorisée par un arrêté préfectoral du 25/02/2008 modifié. Le site réceptionne principalement des encombrants de déchèteries.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Clôtures périphériques
- Application des futures dispositions introduites dans l'AM 2760
- RNDTS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Clôture du site	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16.I	Sans objet
5	Registre déchets RNDTS	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R541-43.II	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Garanties financières	AP Complémentaire du 28/02/2008, article 10.3	Sans objet
3	Alarme et rondes incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16.VI	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Détection des fuites	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21.V	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a montré que le site dispose déjà de moyens liés à la défense incendie par anticipation des dispositions introduites par l'arrêté ministériel du 7 août 2023 modifiant l'arrêté ministériel du 15 février 2016.

Le contrôle de la clôture périphérique du site n'a pas montré de dysfonctionnement majeur, mais quelques réparations de la clôture doivent être effectuées.

La saisie des données vers le site RNDTS est bien effectuée, toutefois la fréquence de ces saisies n'a pas pu être contrôlée sur site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Garanties financières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/02/2008, article 10.3
Thème(s) : Autre, Garanties financières
Prescription contrôlée : Article 10.3. Justification des garanties financières Les garanties financières sont constituées sous forme d'un acte de cautionnement solidaire délivré soit par un établissement de crédit, soit par une entreprise d'assurance. Cet acte doit être conforme au modèle figurant en annexe de L'arrêté du 1 ^{er} février 1996 modifié fixant le modèle d'attestation de la constitution de garanties financières. Il est transmis au préfet.
Constats : L'exploitant justifie d'un acte de cautionnement pour les garanties financières d'un montant de 1 411 850 euros établies par une société privée sur la période du 31 décembre 2022 au 31 décembre 2027. Ce montant est cohérent avec l'arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Clôture du site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16.I
Thème(s) : Autre, Aménagement
Prescription contrôlée : Article 16 I.- L'accès à l'installation de stockage est limité et contrôlé. L'installation de stockage est clôturée par un système en matériaux résistants d'une hauteur minimale de 2 mètres. La clôture est positionnée à une distance d'au moins 10 mètres de la zone à exploiter. Les accès au site sont équipés de systèmes qui sont fermés à clef en dehors des heures de travail. La clôture protège l'installation des agressions externes et empêche l'intrusion de personnes et limite celle de La faune.
Constats : La visite a porté sur l'ensemble du périmètre de l'installation de stockage de déchets. Le site dispose d'un portail d'entrée et d'une clôture grillagée d'une hauteur de 2 m sur l'ensemble de son périmètre. Globalement la clôture est en bon état à l'exception de quelques zones vues en présence de l'exploitant : - dans le secteur Nord-Ouest, une portion du grillage a été découpée sur toute la hauteur et simplement agrafée par l'exploitant. Cette découpe semble correspondre à une intrusion humaine. Les agrafes doivent être supprimées et le grillage doit être renforcé ;

- dans l'angle Nord-Est de la réserve foncière, le grillage a été forcé par des animaux en partie basse et doit faire l'objet d'une réparation;
 - au Sud, derrière les bureaux, une branche d'arbre est tombée récemment et a abîmé le grillage qui doit être changé.
 Dans l'attente des justificatifs relatifs aux travaux nécessaires, ce constat est noté en susceptible de suite.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 3 : Alarme et rondes incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16.VI

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Prescription contrôlée :

Article 16

VI. - La zone en cours d'exploitation et les autres zones désignées dans le plan de défense contre les incendies défini à l'article 33 bis sont équipées d'un dispositif de détection des départs d'incendies, opérationnel de manière permanente, correctement installé, entretenu et régulièrement testé.

Ce dispositif est associé à une alarme à destination du personnel présent sur le site. Lorsqu'aucun personnel n'est présent sur le site, l'alarme est transmise à des personnes internes ou externes désignées par l'exploitant et formées en vue de déclencher les opérations nécessaires. Lorsqu'une présence permanente est assurée sur le site, des rondes régulières sont réalisées par du personnel formé aux abords des casiers en exploitation et des zones d'entreposage de déchets lors des périodes d'inactivité.

Dans tous les cas une ronde est organisée au moins deux heures après la réception du dernier arrivage de déchets sur le site et avant le départ du personnel.

Les modalités d'application du présent VI sont précisées dans le plan de défense incendie de l'exploitant.

Constats :

Cette disposition réglementaire ne sera applicable qu'au 1^{er} juillet 2024. Toutefois l'inspection a examiné avec l'exploitant les modalités de mise en place de cette disposition.

L'exploitant dispose déjà de caméras de détection incendie couplées à une astreinte, et d'agents formés. Le dispositif d'astreinte a été testé lors d'une précédente inspection.

Il restera à examiner les conditions de mise en place des rondes imposées par cet article.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Détection des fuites

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21.V

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Article 21

V. - L'exploitant établit un programme de détection et de réparation des fuites pour réduire les émissions fugitives de gaz. L'exploitant peut recourir à une méthode par reniflage, une méthode de détection des gaz par imagerie optique ou à tout autre méthode de détection.

Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés des informations sur les fuites détectées ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Constats :

L'exploitant réalise régulièrement des vérifications du réseau de biogaz à l'aide d'un analyseur multigaz. Cet appareil peut-être équipé d'une cloche permettant la détection d'émissions fugitives. À compter du 1^{er} janvier 2024, ce programme de détection devra être formalisé dans les documents

qualités. Également, le compte-rendu de ces vérifications devra être tracé et formalisé dans le rapport d'activité annuel.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Registre déchets RNDTS

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article R541-43.II

Thème(s) : Autre, Déchets

Prescription contrôlée :

II.- Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :

(...)

4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;

(...)

A compter du 1^{er} janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.

(...)

Constats :

Antérieurement à cette visite, l'exploitant avait transmis à l'inspection des captures d'écran prouvant la réimportation des données sur l'année 2022 et 2023 vers le site internet RNDTS.

Sur site, l'exploitant BATI RECYCLAGE dispose d'un logiciel en lien avec le pont bascule permettant de remplir un tableur disposant des colonnes nécessaires à l'importation dans la base RNDTS. Ce tableau est transmis chaque semaine au syndicat Trivalis, et une fois par mois avec d'éventuelles corrections effectuées.

Les téléversements vers RNDTS s'effectuant au sein des locaux de Trivalis, l'inspection n'a pas pu vérifier si le délai de 7 jours pour ces téléversements était respecté (FAQ du site RNDTS).

Ce point est noté en susceptible de suites.

Type de suites proposées : Susceptible de suites